

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 10 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVANOTEC

ZI de la Croix Cadeau
13 rue Paul Langevin
49240 Avrillé

Références : 2024-307_GALVANOTEC_INSP_RAP
Code AIOT : 0006306523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement GALVANOTEC implanté ZI de la Croix Cadeau 13 rue Paul Langevin 49240 Avrillé. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANOTEC
- ZI de la Croix Cadeau 13 rue Paul Langevin 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006306523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GALVANOTEC exploite sur la commune d'Avrillé, dans la Z.I. de la Croix Cadeau, un établissement spécialisé dans le traitement de surfaces principalement pour les secteurs industriels de la connectique et de l'aéronautique, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2012.

Thèmes de l'inspection :

- Suites des précédentes visites du 03/11/2021 et du 14/12/2022
- Gestion de crise incendie (action régionale 2024)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.2.3 – alinéas 9 à 12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention de la propagation d'un incendie par le système de ventilation	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.2.3 – alinéa 14	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours
3	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.2.3 – alinéa 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Chauffage de l'installation et de ses annexes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-alinéa 4 ; article 7.2.4-alinéa 2 de l'AP du 30/08/2012	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours
7	État des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 2.2.3-alinéa 3	/	Demande d'action corrective	30 jours
11	Comportement au feu du local abritant les fours de recuit	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.4.1 de l'annexe I	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de lutte interne contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14-alinéas 2 et 4 ; article 7.5.3-alinéas 1 et 3 à 6 de l'AP du 30/08/2012	Susceptible de suites	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-alinéas 2 et 8 ; article 7.2.6-alinéa 3 de l'AP du 30/08/2012	Susceptible de suites	Sans objet
8	Information sur les substances	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 2.2.3-alinéa 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Consignes de contrôles des installations	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 2.3.3.I- alinéas 1 à 3	/	Sans objet
10	Consommation de solvants	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4.II- alinéa 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant justifiera que :

- les coffrages des poteaux métalliques, au niveau du mur coupe-feu sur la façade nord du bâtiment, ont une résistance au feu pendant 2 heures ;
- les exutoires de fumées sont correctement dimensionnés.

Par ailleurs, l'exploitant :

- fera réaliser les travaux pour que l'arrêt de la ventilation à destination des chaînes de traitement de surfaces soit asservi à la détection d'incendie ;
- fera réaliser les travaux pour que le comportement au feu du local abritant les fours de recuit magnétique soit conforme à la réglementation ;
- supprimera le chauffage au gaz de l'atelier de traitement de surfaces, ou mettra en place un système de chauffage conforme à la réglementation ;
- mettra à disposition des services d'incendie et de secours, l'ensemble des documents attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.2.3 – alinéas 9 à 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions constructives suivantes sont liées à la prévention du risque incendie :</p> <p>* paroi coupe-feu de degré 2 heures sur la façade Nord le long de l'atelier « Traitement de surfaces » disposant des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une hauteur d'au moins 3 mètres- d'une longueur d'au moins 30 mètres.
Constats : <p>Lors de la visite de 2022, l'inspection avait constaté la présence d'un mur en parpaing sur la façade nord, le long de l'atelier de traitement de surfaces. L'exploitant avait transmis un plan du site où était représenté le mur coupe-feu (CF). D'après ce plan, le mur ferait 3 m de haut et environ 38 m de long. Toutefois, il n'était pas précisé s'il s'agissait d'un plan de récolement.</p> <p>Suite à la visite de 2022, l'exploitant avait transmis un compte-rendu de chantier du 17/07/2012 spécifiant que le mur CF 2h sur la façade nord était terminé, mais qu'il restait à réaliser les habillages des poteaux de la structure métallique avec des plaques de « prégyflam ».</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté que les dimensions prescrites dans l'AP pour le mur CF étaient respectées (notamment au moyen d'un laser-mètre) : 3 m de haut et 38 m de long. Elle a également constaté que les poteaux métalliques situés au niveau du mur CF étaient coffrés au moyen de plaques de placoplâtre. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la résistance au feu pendant 2h des coffrages.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>→ L'exploitant justifiera que les coffrages des poteaux métalliques, au niveau du mur CF sur la façade nord de l'atelier de traitement de surfaces, ont une résistance au feu pendant 2h.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Prévention de la propagation d'un incendie par le système de ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.2.3 – alinéa 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait transmis un schéma de l'installation de ventilation à destination des chaînes de traitement de surfaces. Il avait déclaré que le système de ventilation n'était pas équipé d'un dispositif permettant d'éviter la propagation d'un incendie.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté au niveau de chacun des 2 conduits de ventilation surplombant les chaînes de traitement de surfaces, la présence d'un capteur de température devant couper la ventilation au-dessus de 60 °C. En revanche, l'exploitant a indiqué qu'il manquait la connexion à la SSI prévue le 24/06/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant fera réaliser les travaux pour que l'arrêt de la ventilation à destination des chaînes de traitement de surfaces soit asservi à la détection d'incendie. Il transmettra les éléments justifiant de la réalisation des travaux (facture, PV de réception, rapport de contrôle, ...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 3 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.2.3 – alinéa 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments abritant l'installation de traitement de surfaces sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle, Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation de février 2012 fait mention de 2 trappes de 6 m² chacune à déclenchement manuel et automatique, pour l'atelier de traitement de surfaces.</p> <p>Lors de la visite de 2022, l'inspection avait constaté la présence des 2 trappes en toiture de l'atelier et la présence de la commande d'ouverture manuelle à proximité du portail sud-ouest de l'atelier. Par ailleurs, l'exploitant avait présenté le rapport de vérification du système de désenfumage réalisé le 15/10/2021 qui indiquait que les essais sur les 2 trappes avaient été concluants. En revanche, ce rapport mentionnait que le dispositif de commande était uniquement manuel. Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas pu justifier que la surface de chacune de ces trappes était de 6 m².</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'exploitant a transmis la facture du 30/10/2023 pour la mise en place d'une commande automatique pour le déclenchement des 2 trappes de désenfumage. Par ailleurs, il a transmis un courriel du 14/02/2023 émis par l'organisme de contrôle du dispositif de désenfumage attestant que les 2 trappes ont une surface unitaire de 6,65 m². Toutefois, il n'est pas précisé s'il s'agit de la surface géométrique (SGO ou Av) ou de la surface utile (SUE ou Aa).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
→ L'exploitant justifiera du bon dimensionnement des exutoires de fumées (surface <u>utile</u> unitaire supérieure à 6 m²).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Moyens de lutte interne contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14-alinéas 2 et 4 ; article 7.5.3-alinéas 1 et 3 à 6 de l'AP du 30/08/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>AM du 09/04/2019 - article 14-alinéas 2 et 4</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles</p> <p>AP du 30/08/2012 - article 7.5.3-alinéas 1 et 3 à 6</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 appareils respiratoires isolants (air ou CO₂) - 2 combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corrosifs - des gants - des extincteurs
Constats : <p>Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait transmis son plan d'intervention, où sont localisés les extincteurs qui apparaissent répartis dans le bâtiment. L'inspection avait constaté par sondage que les extincteurs (n°9, 10, 15, 16) étaient présents conformément au plan, et qu'ils étaient bien visibles et accessibles. En revanche, l'exploitant avait déclaré qu'il ne disposait pas d'appareils respiratoires isolants, de combinaison de protection, et de gants.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté que l'établissement disposait à présent des moyens prescrits, qui étaient absents lors de la précédente visite (voir ci-dessus).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-alinéas 2 et 8 ; article 7.2.6-alinéa 3 de l'AP du 30/08/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 09/04/2019 - article 17 alinéas 2 et 8 ;

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

AP du 30/08/2012 - article 7.2.6 alinéa 3 ;

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Constats :*** Contrôle électrique:**

Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait transmis les rapports des deux derniers contrôles des installations électriques. Le premier réalisé le 14/04/2021 faisait apparaître 3 observations. Le second réalisé le 10/06/2022 faisait apparaître 5 observations (dont 1 déjà constatée en 2021). Les deux certificats Q18 associés faisaient apparaître l'absence de non-conformité pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant avait également transmis un extrait de son registre de maintenance curative indiquant que des mesures correctives avaient été prises en interne pour lever 2 des non-conformités constatées en 2022, ainsi qu'une copie du bon de commande daté du 13/12/2022 pour la levée des 3 non-conformités restantes.

Lors de la visite de 2024, l'exploitant a transmis le rapport du dernier contrôle des installations électriques réalisé le 02/06/2023 faisant apparaître 1 seule nouvelle non-conformité (BAES défectueux). Le certificat Q18 associé fait apparaître l'absence de non-conformité pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a également transmis le rapport d'intervention de SPIE du 14/11/2023 pour le remplacement des BAES défectueux.

*** Contrôle par thermographie infrarouge :**

Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait transmis les rapports des deux derniers contrôles thermographiques des armoires électriques. Le premier réalisé le 12/02/2020 faisait apparaître 2 défauts dont 1 de priorité 1 "action à réaliser immédiatement". Le second réalisé le 23/02/2022 faisait apparaître 1 seul défaut de priorité 2 "action à réaliser sous deux mois" (déjà constaté en 2020). Celui de priorité 1 constaté en 2020 n'apparaissait plus. L'exploitant avait également transmis un extrait de son registre de maintenance curative indiquant que des mesures correctives avaient été prises en interne pour la levée de la non-conformité constatée en 2022.

Lors de la visite de 2024, l'exploitant a transmis le rapport du dernier contrôle thermographique des armoires électriques réalisé le 16/05/2023 faisant apparaître l'absence de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Chauffage de l'installation et de ses annexes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-alinéa 4 ; article 7.2.4-alinéa 2 de l'AP du 30/08/2012

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 09/04/2019 - article 17 alinéa 4 ;

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

<p>AP du 30/08/2012 - article 7.2.4 alinéa 2 ;</p> <p>Les appareils de chauffage ne comportent pas de flamme nue. Ils fonctionnent à l'eau chaude, à la vapeur ou tout autre dispositif présentant un niveau de sécurité équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2022, l'exploitant avait déclaré que l'atelier de traitement de surfaces était équipé de 4 aérothermes alimentés en gaz de ville. L'inspection avait constaté la présence des 4 gros aérothermes en façade de l'atelier, mais également celle de 4 aérothermes plus petits, suspendus au milieu de l'atelier, alimentés aussi en gaz. L'exploitant avait indiqué que les appareils de chauffage ne comportaient pas de flamme nue. Il avait ajouté que la consigne de température était fixée à 14 °C et que certains des aérothermes ne fonctionnaient plus.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'exploitant a transmis un devis daté du 12/06/2023 pour la réalisation d'une étude de faisabilité relative au remplacement du chauffage gaz de l'atelier de traitement de surfaces, par diverses solutions d'approvisionnement en énergies (notamment renouvelables). Au vu du montant du devis (7920€) pour l'étude (sans compter les travaux), l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas donné suite au devis. À ce jour, la solution envisagée par l'exploitant pour se mettre en conformité est de ne pas chauffer son atelier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant devra justifier du respect de la prescription de l'AP. Si la solution retenue par l'exploitant est de ne pas chauffer l'atelier de traitement de surfaces, l'alimentation en gaz des aérothermes devra être condamnée de façon permanente.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : État des stocks des produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 2.2.3-alinéa 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition [...] des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2021, l'inspection avait constaté que l'emplacement des documents destinés aux services d'incendie et de secours n'était pas facile d'accès. Par ailleurs, l'inspection n'avait constaté que l'affichage d'un plan de zonage des alarmes incendie et des consignes de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté la présence d'une clé USB à l'intérieur d'un boîtier sécurisé situé au niveau de l'entrée du bâtiment. Cette clé contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans descriptifs de chacune des zones de stockages des produits chimiques et toxiques précisant la nature des produits stockés. Toutefois, <u>il n'existe pas de plan général du bâtiment permettant de localiser les différentes zones de stockage.</u> - les FDS associées. <p>En revanche, <u>elle ne contient pas un état de la quantité de l'ensemble des produits dangereux détenus.</u></p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
→ L'exploitant complètera le contenu de la clé USB avec les éléments mentionnés ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Information sur les substances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 2.2.3-alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de la visite de 2021, l'inspection avait constaté que la machine de dégraissage contenant du DOWCLEN 1601 Cleaning Fluid présente sur site ne présentait pas d'affichage avec les informations prescrites dans l'AP. Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté que la même machine de dégraissage présentait cette fois-ci un affichage comprenant le nom des substances du produit utilisé, et les symboles de danger associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consignes de contrôles des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 2.3.3.I-alinéas 1 à 3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer [...] de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations [...] est vérifié périodiquement par l'exploitant [...] au moins une fois par an [...]. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...].
Constats : Lors de la visite de 2021, l'exploitant avait transmis le modèle de fiche de consignation des contrôles périodiques de l'état des équipements de sécurité du site (mensuels pour les alarmes point bas des rétentions ; trimestriels pour les sondes de niveau et de température des bains). En revanche, il ne disposait pas de consignes d'exploitation en tant que telles pour les contrôles à réaliser sur ses installations, à l'exception de celle relative à la vérification des alarmes point bas des rétentions.

Lors de la visite 2024, l'exploitant a transmis les consignes complémentaires relatives aux contrôles des sondes de niveau et de température des bains. Par ailleurs, l'inspection a vérifié que les deux derniers contrôles des 3 équipements de sécurité mentionnés ci-dessus avaient bien été consignés sur les fiches prévues à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consommation de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 (2564), article 6.4.II-alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants [...]. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite de 2021, l'exploitant avait déclaré qu'il n'utilisait plus depuis fin 2019 les produits de séchage solvantés : VERTREL SDG et VERTREL XDF. Le séchage était à présent réalisé par étuvage. Il avait ajouté qu'il n'avait donc consommé aucun solvant en 2020. Toutefois, l'exploitant avait déclaré avoir remplacé sa machine de dégraissage contenant du chlorure de méthylène par une machine contenant du DOWCLEN 1601 Cleaning Fluid en 2020. Ce produit étant solvanté, il était demandé à l'exploitant de transmettre sa consommation annuelle de solvants. Lors de la visite de 2024, l'exploitant a transmis un tableau présentant sa consommation de solvants en 2022 et 2023, soit respectivement 30,4 kg et 29 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Comportement au feu du local abritant les fours de recuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.4.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - murs et planchers hauts REI 120 ; - couverture incombustible, classe BROOF (t3) ; - porte donnant vers l'extérieur EI 30.
Constats : Par courrier du 28/07/2023, l'exploitant a transmis à la préfecture un dossier de modifications relatif à la mise en place de fours de recuit magnétique dans un local situé dans l'atelier de traitement de surfaces. L'exploitant précisait que ces installations étaient classées au titre de la rubrique 2561. Le dossier indiquait que les cloisons du local seraient réalisées en plaque de placo BA18, de résistance au feu EI120, et que les portes seraient également coupe-feu 2h (afin de répondre aux prescriptions de l'AM du 27/07/2015 encadrant ces installations). Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté la présence de 4 fours dans un local réalisé en plaques de placoplâtre. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère REI120 des murs et planchers haut, ni du caractère classe BROOF (t3) de la couverture. En outre, l'inspection a constaté la présence de plusieurs traversées des murs du local : par des conduits de fluides, pour le passage de câbles électriques, pour la ventilation (entrées et sortie d'air), sans dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. En revanche, l'inspection a constaté le caractère EI120 de la porte d'accès au local.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant fera réaliser les travaux permettant de respecter les prescriptions relatives au comportement au feu du local abritant les fours, et transmettra les éléments justifiant du respect de ces prescriptions. À défaut de pouvoir atteindre cet objectif, il devra demander au préfet un aménagement de prescriptions dûment justifié, accompagné de mesures compensatoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours